

CANDIDATURES

ELECTIONS AU CONSEIL-EXECUTIF 2018

Nomination lors du congrès du 26 août 2017 à Bätterkinden





Données personnelles	<i>née le</i>	16 juillet 1978 à Berne
	<i>Etat civil</i>	mariée
	<i>Enfants</i>	Eliot, 22.12.2010 Julia, 10.08.2015
Formation	<i>1998–2003</i>	Etudes de droit à l'Université de Berne, licence en droit
	<i>1994–1998</i>	Neusprachliches Gymnasium Köniz [branches principales: français, anglais, russe]
	<i>1985–1994</i>	Ecoles à Grossaffoltern, Rapperswil BE et Spiegel bei Bern
Carrière politique	<i>depuis 2003</i>	Conseillère nationale, membre du comité du groupe PS
	<i>1998-2003</i>	Députée au Grand Conseil du canton de Berne
	<i>depuis 1997</i>	Membre du PS Suisse et du syndicat SSP
	<i>1995-2008</i>	Membre des JS
	<i>2003/depuis 2015</i>	Commission des affaires juridiques, cheffe de la délégation PS
	<i>2004-07/depuis 2009</i>	Commission des transports et des télécommunications
	<i>2007-2015</i>	Commission de la politique de sécurité, cheffe de la délégation PS
	<i>2007-2009</i>	Commission de politique extérieure
Engagements actuels	<i>depuis 11/16</i>	Membre du comité de l'Association suisse des locataires
	<i>depuis 01/16</i>	Membre du conseil d'administration de BERNMOBIL (représentante du personnel)
	<i>depuis 06/15</i>	Co-présidente de l'intergroupe parlementaire Promotion de la paix
	<i>depuis 03/15</i>	Vice-présidente de l'association de soutien de l'initiative vélo
	<i>depuis 04/13</i>	Présidente de l'ATE Association transports et environnement
	<i>depuis 10/06</i>	Présidente de l'Association des locataires du canton de Berne
Mandats précédents	<i>2012-2013</i>	Membre du comité central de l'ATE Association transports et environnement
	<i>2008-2013</i>	Présidente de Swiss Music Export
	<i>2007-2015</i>	Présidente de la commission du PS spécialisée Paix et sécurité
	<i>2007-2013</i>	Membre du comité de l'Association des locataires de Suisse alémanique (ASLOCA/D)
	<i>2006–2012</i>	Membre du comité Pro Natura Berne
	<i>2004–2011</i>	Présidente de l'association des transports « Läbigi Stadt »
	<i>2003-2013</i>	Membre du comité de l'ATE du canton de Berne
Activité professionnelle	<i>depuis 2007</i>	Indépendante, travail auprès d'ONG et mandat de conseillère nationale
	<i>2005–2007</i>	Chargée de cours « Droit administratif » dans le cadre de la formation des apprentis de commerce de l'administration cantonale bernoise

1998–2003 Divers emplois durant les études, notamment enseignante d'allemand pour les francophones, collaboratrice au sein de cabinets d'avocats, travaux de notariat, travaux de secrétariat

Loisirs

Voyages en train et en bus aux confins des frontières européennes ; découverte des petits bonheurs du quotidien avec les enfants ; gastronomie ; festivals de films et concerts

Lettre de motivation

Après 20 ans passés aux parlements (au Grand Conseil de 1998 à 2003, puis au Conseil national), le moment est venu pour moi de relever un nouveau défi politique. Je connais le travail parlementaire sur le bout des doigts. Mes engagements au sein des commissions parlementaires, lors des campagnes pour le parti ou à des postes dirigeants au sein d'organisations affiliées telles que l'ATE ou l'ASLOCA m'ont permis d'accumuler une grande expérience politique en matière de processus et de campagnes politiques tant sur le plan stratégique qu'opérationnel. J'ai exercé le métier politique pendant des années. Je sais comment négocier avec des opposants politiques, l'art du compromis, rechercher des solutions pragmatiques. Je suis une politicienne dans l'âme, car je sais que la politique marque profondément notre quotidien.

Considérer l'aspect politique en toute chose, et donc les progrès et changements possibles, guide et motive mon action politique. C'est ce défi qui m'attire dans un mandat exécutif : discerner et exploiter les marges de manœuvre possibles en politique, mettre en branle de grands changements par petites étapes, prendre ses responsabilités et discerner les possibilités d'action susceptibles de rallier une majorité en coopérant avec le parti, les organes du PS, ses alliés politiques mais aussi avec des personnes qui partagent d'autres points de vue, sans perdre ses propres valeurs socialistes. Je me réfère volontiers au document ci-joint intitulé « Objectifs politiques pour le canton de Berne ». J'aime le canton de Berne et les gens qui y vivent. Pour eux et pour nous tous, j'aimerais contribuer au développement de notre canton. Il y a beaucoup de travail, et je serais ravie de m'y attaquer en collaboration avec le PS. Comme mentionné dans mon dossier de candidature, je suis prête, à collaborer avec les organes cantonaux du PS et un groupe d'accompagnement, et à devenir membre du comité directeur du PS du canton de Berne, tout comme à mener une campagne électorale engagée avec l'aide du parti.

J'ai grandi dans l'agglomération de Berne (Stettlen et Köniz) et le Seeland (Grossaffoltern) ; je vis depuis 15 ans en ville de Berne. Je ne me considère donc pas comme une représentante d'une population purement urbaine, mais comme une médiatrice entre le monde rural et les régions urbaines. Cela a beaucoup à voir avec mon enfance : j'ai grandi comme une « campagnarde urbaine » – le regard souvent dirigé vers Berne, Bienne et le vaste monde, tout en restant attachée à mon village. J'ai appris à un âge précoce que les limites entre la ville et la campagne ne sont pas nettes et que les forces de chacune ne peuvent se déployer pleinement que si leurs différences sont perçues et vécues non comme un clivage mais comme une richesse.

Juriste de formation, j'ai décidé depuis quelques années de me consacrer entièrement au travail politique dans le milieu parlementaire et à l'ATE, ainsi qu'à l'association cantonale des locataires. Cela m'a non seulement permis d'acquérir une précieuse expérience de dirigeante dans le fonctionnement parlementaire (cheffe de la délégation PS de la commission de la politique de sécurité de 2010 à 2015 ; cheffe de la délégation de la commission juridique depuis fin 2015), mais aussi de diriger des associations engagées dans le jeu politique, fortement orientées services, avec un cercle de membres extrêmement hétérogène. Satisfaire différents groupes de population et respecter une large palette de positions politiques sont donc des défis qui me connaissent.

Dure et compétente en affaires, dotée d'aptitudes de médiation développées, ces qualités m'ont déjà été précieuses pour nouer certains contacts et m'ont permis de résoudre nombre de difficultés, ce bien au-

delà des limites du parti ou des associations. Je me porte candidate aux élections 2018 au Conseil-exécutif animée d'une volonté d'engagement total pour représenter vigoureusement les intérêts d'une grande proportion de la population du canton de Berne ainsi que de l'électorat socialiste. Je me réjouis vivement et humblement de relever les défis que cela représente.

Si vous avez des questions ou voulez en savoir plus sur ce qui motive ma candidature, n'hésitez pas à me contacter.

Objectifs politiques pour le canton de Berne

Le canton de Berne est aussi bien un canton industriel et tertiaire qu'agricole. Formé de zones urbaines et rurales, trait d'union entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, il a de nombreux atouts à faire valoir, notamment comme château d'eau et paradis pour les touristes. Ce serait un honneur pour moi de mettre mes idées politiques, mon réseau et mon expérience à disposition d'un canton si multiple et passionnant en tant que conseillère d'Etat. Cette mission, je devrai probablement l'aborder dans une position de minorité de par mon statut de femme et socialiste, devant affronter l'opposition entre mes motivations politiques et leurs traductions possibles dans la réalité du terrain. En gardant cela à l'esprit, je mettrai en avant les thèmes suivants pour ma campagne :

Finances

Le canton de Berne se trouve dans une situation financière délicate. La majorité bourgeoise veut réduire drastiquement les coûts au détriment de domaines comme la formation, la santé, les affaires sociales ou l'environnement. Je ne veux au contraire pas mettre en jeu à la légère la bonne qualité de vie et les atouts du canton. Nous obtiendrons des finances durablement saines non pas avec des avantages fiscaux et des mesures d'austérité, mais avec une politique budgétaire équilibrée qui mise sur les recettes, encourage l'innovation et investit dans des domaines d'avenir comme les cleantech, la formation, les transports, la numérisation ou la conciliation entre le travail et la vie de famille.

Environnement et énergie

Avec la fermeture de la centrale de Mühleberg, le canton de Berne aura du pain sur la planche et jouera un rôle pionnier en Suisse ces prochaines années. Le cas est mis sur les énergies renouvelables, mais cela ne pourra donner du fruit sur le plan politique et économique que si la politique promeut courageusement les innovations au lieu d'y faire obstacle et exploite pleinement les atouts du soleil, du vent, de l'eau, de la biomasse, de l'énergie géothermique et de l'efficacité énergétique. Le canton de Berne doit aller de l'avant avec des projets phares dans le domaine des cleantech et des énergies renouvelables, tout en créant et garantissant des emplois à long terme. Une politique environnementale durable va de pair avec un aménagement du territoire bien coordonné, qui mise sur la densification urbaine, freine le mitage et utilise le sol de manière mesurée. Il est également essentiel d'améliorer encore la coordination entre le développement urbain, les transports et l'énergie. De ce point de vue, l'initiative menée par le canton qui prévoit la création de quartiers à énergie positive dans toute la capitale est intéressante.

Transports

Compte tenu des pronostics de croissance du trafic à la hausse, les questions de mobilité sont un sujet sensible. Seule une double stratégie permettra de gérer cette évolution : éviter le trafic qui n'est pas absolument indispensable, et rendre le trafic inévitable aussi respectueux de l'environnement et économique en ressources que possible. Si nous manquons le virage des transports écologiques, le tournant énergétique échouera, car près de 40 % des émissions de CO₂ sont générées par le trafic. Il faut saisir l'opportunité de la numérisation pour mieux exploiter nos capacités actuelles, opter systématiquement pour des solutions techniques intelligentes au lieu du bitume et du béton. De plus, l'interaction entre les transports, l'aménagement du territoire et la politique de construction implique une politique des transports globale, qui tient compte de tous les modes de transport sans jamais considérer les solutions de manière isolée. Nos infrastructures de transport ne peuvent déployer leur plein potentiel que si nous coordonnons le rail et la route. Il est également judicieux de promouvoir avec cohérence le trafic piétonnier et cycliste et d'investir dans les transports publics. Il faut rapprocher les lieux de travail et

les lieux de vie, ce qui ne pourra cependant pas se faire uniquement avec des politiques de transport. Les villes et agglomérations doivent proposer suffisamment de logements bon marché et abordables, un véritable défi politique.

Economie

L'économie du canton de Berne génère chaque année un PIB d'environ 76 milliards de francs, ce qui le place au second rang national ; et il faut qu'il en demeure ainsi. Avec près de 85'000 personnes employées dans l'industrie, Berne est le plus gros canton industriel de Suisse avec Zurich. En parallèle, le canton compte 70 % de personnes actives dans le secteur des services, plus particulièrement dans la santé, l'administration publique et la formation. Les opportunités offertes par la numérisation doivent être utilisées proactivement pour créer de nouveaux emplois sans pour autant laisser les salariés sur le carreau. Un système de formation dual performant qui veille à l'égalité des chances en est le meilleur garant. Je ne pense pas ici uniquement aux apprentissages en ville ou en agglomération, car tous les ans, plus de 300 apprentis bernois obtiennent un certificat fédéral de capacité de mécanicien sur machines agricoles, d'agropaticien ou d'agriculteur. Par ailleurs, le canton de Berne doit davantage se profiler comme moteur dans le domaine des cleantech, medtech et life sciences, mais aussi comme une région qui se caractérise par une grande qualité de vie, grâce à un excellent service de santé, des infrastructures de transport de premier ordre, un bon système de formation, de la main-d'œuvre bien formée et un environnement attrayant pour les familles.

Affaires sociales

Comment voulons-nous vivre ensemble dans ce canton ? Pour moi, la mobilité sociale est essentielle. J'aimerais vivre dans un canton qui offre des perspectives et des chances à tout le monde, qui permet à chacun de prendre ses responsabilités et de contribuer à la société selon ses moyens. C'est la base d'une coexistence pacifique dans une société multiple. Prospérité économique et solidité de l'Etat social vont de pair. La stabilité politique et sociale est un facteur porteur capital. Concrètement, il s'agit de mieux concilier la vie de famille et le travail pour les femmes et pour les hommes. La lutte contre la pauvreté, un bon système de santé pour tous et le droit à vieillir dans la dignité me tiennent très à cœur. Les familles avec enfants sont exposées à un risque accru de paupérisation, les familles monoparentales étant spécialement vulnérables. Le canton de Berne ne doit pas économiser sur les prestations complémentaires ni sur les subsides, mais fournir de bons services de conseil pour les personnes confrontées à des difficultés financières. Les individus menacés par la pauvreté doivent recevoir de l'aide et des subventions dans le respect de la dignité humaine. L'évolution démographique doit être considérée comme une chance pour de nouvelles formes d'habitats intergénérationnels, et de bonnes offres telles que les soins à domicile ou d'autres prestations permettre aux uns et autres de vivre de manière aussi autonome possible et aussi longtemps que possible dans leur environnement habituel.

Formation

La formation constitue le capital de l'avenir. C'est vrai pour chaque enfant pris individuellement, mais aussi pour la communauté dans son ensemble. Dans le monde du travail actuel, les compétences numériques et transversales sont le nerf de la guerre. L'égalité des chances et la souplesse ne seront plus de vains mots quand il sera possible d'améliorer les perspectives d'avenir de chacun grâce à un bon bagage éducatif. Investir dans la formation, de l'éducation de la petite enfance à la formation professionnelle en passant par les hautes écoles en vaut la chandelle. En 2015, le sondage PISA constatait que près d'un jeune sur quatre et une jeune sur six sortaient de l'école illettrés. Pour eux, l'avenir est sombre : difficultés sur le marché du travail, choix professionnel limité et risque de chômage accru. Si nous voulons augmenter les chances de chacun, il convient non seulement de proposer des contenus de qualité, mais aussi de bonnes structures d'accueil. Il faut que l'école à horaire continu devienne un modèle standard dans l'école publique. Cela présente de nombreux avantages tant pour les élèves que pour les parents, lesquels parviennent ainsi à mieux concilier vie privée et vie professionnelle.

Sécurité

Prospérité, qualité de vie et sécurité sont étroitement liées. Depuis des années, je poursuis une politique de sécurité qui repose sur le principe fondamental du service public. Le sentiment de sécurité naît et

disparaît de manière subjective et souvent irrationnelle. Nous ne parviendrons à rien sans de solides institutions de sécurité, telle qu'une police de proximité ou des services d'urgence bien organisés, une politique d'aménagement basée sur la mixité sociale, ou sans des perspectives qui permettent d'augmenter le sentiment de sécurité et de réduire la peur de perdre. J'aimerais travailler sur ces questions complexes au niveau cantonal en adoptant une politique de sécurité globale qui mise sur un savant mélange de répression et de prévention, approche qui à mon sens est la meilleure garante de réussite.

Evi Allemann, décembre 2016



Christoph Ammann

Année de naissance	1969
Ecoles	Meiringen et Interlaken
Etudes et diplômes	Etudes à l'Université de Berne, diplôme en philologie allemande et latin, diplôme pour l'enseignement au niveau supérieur
Etat civil	marié, deux enfants
Domicile	Meiringen

Expérience professionnelle

2012 – 2016	Président du conseil d'administration de la Banque Raiffeisen région Haslital-Brienz
2011 – 2016	Recteur du gymnase d'Interlaken
2008 – 2016	Président de Procap Berne
1993 – 2014	Enseignant au gymnase d'Interlaken

Carrière politique

depuis 1993	Membre du parti socialiste (PS)
1999 – 2006	Président de la commune de Meiringen
2004 – 2008	Président de la planification régionale Oberland-Est
2006 – 2016	Député au Grand Conseil
2006 – 2012	Membre de la commission juridique du Grand Conseil
2010 – 2016	Vice-président de la direction de l'économie de l'Oberland bernois
2014 – 2016	Membre de la commission de la sécurité du Grand Conseil
28 février 2016	Election au Conseil-exécutif
depuis le 1 ^{er} juillet 2016	Directeur de l'instruction publique (INS)

Lettre de motivation

C'est avec énormément de satisfaction que je reviens sur mes 14 mois d'activité en tant que conseiller d'Etat socialiste.

Satisfaction que me procurent mes collaborateurs, tous très motivés et impliqués, ainsi que mes projets et mes tâches. Je vais reprendre quatre points que j'ai abordés dans mon discours lors du congrès du 29 mars 2017 :

1. Je veux renforcer la place de Berne dans le domaine de la santé
- Notamment avec le centre national pour la médecine translationnelle sitem-insel SA : il s'agit de créer un centre de formation et de recherche appliquée sur le campus de l'Hôpital de l'Ile. Sa mission principale

est de faciliter et accélérer le transfert des découvertes de la recherche vers des applications cliniques et la production industrielle. Le projet est en bonne voie : la Confédération et le canton ont mis à disposition 50 millions de francs, la construction est en cours et l'école a commencé son activité. Une fondation vient d'annoncer qu'elle s'engagera également à hauteur de 50 millions de francs.

- Renforcer la place de Berne dans le domaine médical grâce à la task force médecine. Il s'agit ici de définir et de développer des coopérations et des partenariats, notamment avec l'EPF, ainsi qu'avec des instituts de recherche internationaux. Là aussi des négociations prometteuses sont en cours.

2. Je veux mettre l'accent sur la politique de l'innovation, pas seulement avec le projet sitem à Berne, mais également à Bienne avec le Switzerland Innovation Park. Les nouvelles sont bonnes de ce côté-là aussi : l'activité dans des locaux provisoires se déroule bien, le concours de projets est terminé. Les nouveaux bâtiments situés à proximité de la gare de Bienne devraient être disponibles en 2019.

Thoune aussi abrite un projet très prometteur mené en collaboration avec l'EMPA et l'EPF dans le domaine du matériel de fabrication additive, notamment pour l'impression 3D, et qui offre des possibilités de collaboration avec le SIP de Bienne.

3. Ces derniers mois, j'ai aussi lancé quatre projets en faveur d'une agriculture saine et d'un environnement préservé.

- Le projet phytosanitaire bernois est un succès : plus de 2'600 exploitations se sont inscrites en janvier. La mesure qui prévoit l'arrêt total de l'utilisation de pesticides arrive largement en tête.

- L'Offensive bio 2020 : l'objectif, ambitieux, vise à convertir 200 exploitations à la production bio d'ici quatre ans. La demande pour des produits bio suisses existe. Les premiers chiffres sont très prometteurs.

- Cleantech dans l'agriculture : l'efficacité énergétique et climatique tout comme le développement des énergies renouvelables présentent encore du potentiel.

- Réserves forestières : le développement naturel de la forêt doit être encouragé avec des réserves forestières. Le canton souhaite créer de nouvelles zones en collaboration avec la Confédération et les propriétaires de forêt.

4. Le dernier aspect que j'aimerais aborder est le marché du travail, par ailleurs le plus important d'une économie. Nous avons là des atouts incontestables, qu'il nous faut soigneusement entretenir, à savoir :

- Notre partenariat social exemplaire qui fonctionne à merveille, même durant des périodes économiques difficiles comme nous en avons vécu ces dernières années.

- Notre système de formation dual performant qui permet aux jeunes de bien s'intégrer sur le marché du travail.

- Au niveau national, l'ouverture des marchés et du marché du travail.

- Et nous devons faire des efforts dans l'intégration des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire.

Voilà les nombreux projets qui me donnent satisfaction car ils sont en bonne voie et contribuent à faire du canton de Berne un espace économique et de vie attractif.

Und schliesslich das Wichtigste für mich: Während der rund 14 Monate in der Volkswirtschaftsdirektion bin ich förmlich eingetaucht in die grosse Themenvielfalt und fühle mich wie ein Fisch im Wasser. Es ist mir ein grosses Vergnügen, Volkswirtschaftsdirektor zu sein – für diesen Kanton, für die Sozialdemokratische Partei, für Sie alle!

Ich nutze diese Gelegenheit, Ihnen allen für Ihre wertvolle Unterstützung in diesen 14 Monaten zu danken!

Je remercie chacun pour son soutien sans faille ces 14 derniers mois, et j'espère pouvoir continuer mon travail au sein du gouvernement lors de la prochaine législature.

GAGNEBIN Christophe Ivan

Données personnelles

né à Tramelan (BE) le 17 septembre 1963, originaire de Tramelan (BE), marié à Gagnebin née Busse Barbara, enfant de Berlin. Langue maternelle française. Protestant.



Adresse : Grand'rue 151, 2720 Tramelan.

2. Etudes et formation

- 1970 – 1979 Ecoles primaires et secondaires à Tramelan
- 1979 – 1982 Maturité type B, Gymnase français de Bienne
- 1982 – 1991 Licence ès lettres, Université de Lausanne (Histoire, Français, Allemand)
Mémoire d'histoire sur la naissance de l'école publique bernoise 1830-1846
- 1986 – 1987 Auditeur, Université de Zurich

3. Activités professionnelles

- 1988 – 1990 Traducteur auprès des services centraux des Eglises réformées Berne – Jura, Berne
(en parallèle avec ma formation universitaire)
 - 1991 – 1994 Enseignant à l'Ecole professionnelle de Tavannes (BE)
(français, civisme, allemand, 8 à 10 leçons hebdomadaires)
 - 1991 – 1994 Enseignant à l'Ecole suisse d'Ingénieurs en agriculture à Zollikofen (BE)
(allemand langue étrangère, 6 leçons hebdomadaires)
- Depuis 1991 Enseignant au Centre professionnel commercial du Jura bernois à Tramelan, devenu CEFF COMMERCE (Français, Histoire, Arts et civilisations, Civisme)

4. Formation continue

- Diplôme fédéral d'aptitudes pédagogiques
- Divers cours proposés par l'IFFP (respectivement ISFPF)
- Attestations de l'OFIAMT comme expert aux examens de fin d'apprentissage
- Internationaler Hochschulferienkurs für Deutschlehrer (Humbolt Universität Berlin, 1997)
- Seminar « Sprache und Landeskunde zum Thema « Jugend » (Goethe Institut Berlin, 2000)
- Economie et finances publiques (Université de Neuchâtel, 2001)
- La promotion économique : une remise en question (Université de Neuchâtel, 2003)

5. Engagement politique

- Membre du parti socialiste depuis 1987 (PS Tramelan)
- Membre du comité directeur du PS Jura bernois depuis 1992. Président de 1992 à 1999.
Membre du Bureau depuis 2010
- Membre du comité directeur du PS BE de 1992 à 1999

6. Engagement syndical

- Bildung Formation Berne, membre du comité de la région francophone

7. Mandats politiques

- Membre du Grand Conseil du canton de Berne de 1998 à 2008
- Membre du Conseil régional du Jura bernois et de Bienne romande de 1998 à 2006
(sections INS, ECO, TTE, Institutions)
- Membre du Conseil du Jura bernois depuis 2006, président 2013 / 2014 (Commissions CULTURE, POM FIN, TTE, INS)

- Membre du Conseil général de Tramelan de 1996 à 2014, président 2003
- Conseiller municipal à Tramelan depuis 2015, dicastère de l'urbanisme, des transports et de l'environnement

8. Mandats annexes

- Membre du Conseil d'administration du Centre interrégional de perfectionnement, Tramelan, depuis 1999, représentant du CJB
- Membre du Conseil de la formation professionnelle du canton de Berne depuis 2006, représentant de la partie syndicale francophone
- Membre de la Commission cantonale du Marché du travail (CCMT) de 2003 à 2012, représentant de la partie syndicale francophone
- Membre du Conseil de Fondation de Mémoires d'Ici, Saint-Imier, depuis 1999, représentant du CJB

9. Autres fonctions

- Président de la Croix-Rouge suisse, section Jura bernois, Tavannes, de 2006 à 2012
- Membre du Comité cantonal de la Croix-Rouge du canton de Berne de 2006 à 2013.
- Membre du Conseil de gérance du journal « Réformés » depuis 2016

10. Compétences linguistiques

- Allemand (très bonnes connaissances de la langue écrite et parlée)
- Dialecte alémanique : bonne compréhension passive
- Anglais (niveau maturité)
- Italien : quelques notions

11. Loisirs

- Lecture, musique, randonnées
- Berlin

Lettre de motivation

Conformément à votre demande, je me permets de vous faire part des raisons qui m'amènent à accepter de me porter candidat au Conseil-exécutif l'an prochain et à solliciter donc la confiance du congrès qui se réunira le 26 août prochain.

Âgé de presque 54 ans, j'ai exercé des mandats nombreux et divers qui m'ont permis d'accumuler des expériences riches et variées. Je crois pouvoir affirmer que ces engagements à caractère essentiellement bénévoles sont d'abord motivés par mon attachement aux valeurs qui sont, en particulier, celles du socialisme. Ma personne importe peu. Même si j'envisage aujourd'hui un mandat à plein temps, l'engagement politique demeurera pour moi, avant tout, une forme de vocation. Je crois en l'action politique au sens noble du terme, qui n'est ni calcul, ni marchandage, qui ne se résume pas au cirque médiatique qui rebute tant de gens. La politique, c'est d'abord une volonté, celle servir, de penser et d'agir, avec beaucoup d'autres, pour construire l'avenir de nos collectivités.

Avec les autres candidates et candidats socialistes et écologistes, avec le soutien et l'engagement sans faille de notre parti tout entier, je souhaite offrir aux habitantes et habitants du canton de Berne, et à ceux du Jura bernois en particulier, une véritable alternative, enthousiasmante et crédible, à la politique de démantèlement à courte vue que mène actuellement la majorité bourgeoise. Je crois à l'impérieuse nécessité de redonner à nos sociétés plus de cohésion. S'il est nécessaire de s'adapter sans cesse à un environnement en constante mutation, s'il est indispensable de relever les défis de la transition démographique, de la révolution 4.0 ou du changement climatique, cela ne saurait se faire en négligeant

des pans entiers de la société. Personne ne doit se sentir abandonné ou, pis, inutile : c'est ensemble seulement que nos sociétés peuvent grandir et s'épanouir. Au contraire, l'évolution à venir doit être abordée en termes de chances et d'opportunités pour le plus grand nombre.

Je souhaite également contribuer à mobiliser les électrices et les électeurs de gauche pour que s'établisse à nouveau au Grand Conseil un rapport de forces plus conforme à la réalité sociale de notre canton, plus favorable aussi à la recherche de solutions consensuelles.

En tant que représentant du Jura bernois, il m'appartiendra bien évidemment de faire entendre avec force la voix des composantes francophones de notre canton, de veiller à ce que soient pris en compte leurs besoins et leurs intérêts spécifiques. Il me faudra également veiller à ce que le bilinguisme du canton de Berne bénéficie d'un rayonnement plus large encore et que les diverses régions du canton soient mieux conscientes de la richesse qu'il constitue et des atouts qu'il représente.

Mais j'aurai surtout à cœur d'être un conseiller d'État pour l'ensemble du canton de Berne. De Guttannen à La Ferrière et de Saanen à La Scheulte, en passant par Thoune, Berne et Bienne, et aussi Laupen ou Langenthal. Au nom des valeurs qui m'animent et qui bien évidemment transcendent les clivages linguistiques. Par attachement aussi à un canton dont la diversité me séduit, que j'ai appris à connaître et à apprécier dans le cadre, notamment, de mes divers engagements. Ma bonne maîtrise de l'allemand me permet d'en connaître, notamment, le paysage culturel et médiatique.

Vous trouverez en annexe les dossiers politiques qui revêtent un caractère prioritaire à mes yeux et traduisent mon attachement à l'État comme garant de la justice sociale, de l'égalité des chances, comme acteur incontournable, seul à même de mettre l'économie au service des êtres humains et d'assurer à chacune et à chacun des prestations de qualité irréprochable à un prix abordable.

Je demeure bien évidemment à votre disposition pour tout renseignement complémentaire ainsi que pour un entretien plus approfondi.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à mon dossier et de la confiance que vous vous voudrez bien m'accorder, je vous adresse, chers camarades, mes cordiales salutations socialistes.

Mes priorités politiques

Dans le cadre de mes diverses activités politiques, je me suis toujours efforcé, il me semble, d'avoir une vision globale et cohérente de la politique. Je n'ai pas été le héraut d'une cause particulière, le défenseur d'intérêts spécifiques, ni surtout l'homme d'un lobby ou d'un groupe de pression.

Même si la remarque peut paraître banale, j'estime qu'il est nécessaire de remettre l'être humain au centre de la réflexion politique. Je suis convaincu que le stress, la détérioration des relations sociales, la solitude ont un coût immense, y compris économique. Je crois également en l'impérieuse nécessité d'une politique qui envisage le moyen et le long terme, qui soit pensée en termes de durabilité. A ce titre, je ne puis que constater que les mesures d'économies présentées par l'actuel gouvernement vont à fins exactement contraires.

Par ailleurs, je considère que l'évolution récente des sociétés occidentales a contribué à creuser de nombreux fossés (entre catégories socio-professionnelles, entre classes sociales, entre générations, entre groupes linguistiques, etc.) qu'il appartient à l'Etat de combler.

J'évoque ci-après sommairement quelques-uns des sujets qui me tiennent particulièrement à cœur.

§ Le grand défi à venir sera la **révolution 4.0** et ses conséquences tant pour le tissu économique que le monde de travail, celui de la formation, ou encore pour l'administration. Il s'agira d'être à la pointe de cette évolution technologique tout en veillant à ce qu'elle représente une chance et ouvre des perspectives pour le plus grand nombre. La fonction redistributive de l'Etat n'en sera que plus importante.

§ En matière **financière et fiscale**, nous avons besoin d'une politique qui réponde aux critères suivants :

- Elle doit être socialement juste : il n'est pas admissible que le canton de Berne se lance dans des baisses fiscales qui profitent essentiellement aux catégories de population les plus aisées alors que ce sont les classes moyennes et modestes qui sont en priorité frappées par les mesures d'économie et de démantèlement.
- Elle doit permettre au canton de Berne d'assumer ses tâches selon des impératifs d'équité (assurer des prestations irréprochables à toutes et tous) et de durabilité (permettre une vision et une action politique pensées à moyen et à long terme)
- Elle doit permettre au canton de Berne de mener une politique anticyclique, afin qu'il assume ses responsabilités en période de conjoncture défavorable et puisse prendre des mesures originales et novatrices face à de nouveaux défis.
- Elle doit favoriser la protection et l'amélioration du cadre de vie (impératifs écologiques).
- Elle doit permettre au canton de Berne d'être un employeur attractif.
- Elle ne doit pas entraîner de reports de charges sur les communes.

§ Je suis attaché à un **service public** fort seul à même d'assurer à tous les habitant-e-s du canton des prestations de qualité irréprochable, quels que soient leur niveau de fortune, leur origine, leur sexe, leur âge, leur lieu de résidence, dès lors que les règles de l'économie de marché (liberté du consommateur comme du producteur, concurrence véritable, transparence) ne peuvent plus s'appliquer. Le service public est un facteur essentiel pour garantir tant l'égalité de traitement que l'égalité des chances. Par ailleurs, le service public fait (ou devrait faire) l'objet d'un pilotage et d'un contrôle citoyens.

§ Politique sociale

La politique sociale est selon moi clairement indissociable de la politique économique. Il s'agit de lutter contre la pauvreté et non contre les pauvres, ce qui implique une action plus énergique contre les bas salaires, contre le dumping salarial et social, contre le travail au noir. L'action sociale doit non seulement assurer le minimum vital, mais garantir l'intégration des personnes concernées, et en particulier des enfants, dans la société. Les enfants, en effet, ne doivent pas être des facteurs de pauvreté. Le système des déductions, injuste, doit être remplacé par des rabais d'impôts ou par une augmentation des allocations.

§ Formation

L'école a pour mission de mettre l'enfant en possession de sa vraie liberté. Elle doit en faire un acteur au sein de la société, ce qui implique qu'il en comprenne le fonctionnement et soit capable d'avoir à son égard une attitude critique. L'école doit avoir des ambitions pour chaque enfant, l'emmener aussi loin que possible, lui permettre de donner la pleine mesure de ses talents. Mais elle doit aussi favoriser le vivre-ensemble et la solidarité.

La formation professionnelle revêt à mes yeux une importance particulière et il convient de la placer sur un pied d'égalité avec la voie académique, même si elle promet d'autres compétences. Elle doit permettre une parfaite intégration sur le marché de l'emploi, mais elle est aussi le lieu d'une éducation à la citoyenneté, d'une médiation culturelle, d'une ouverture au monde.

§ En matière d'aménagement du territoire

- Il s'agit à mes yeux de dépasser le clivage que d'aucuns s'efforcent encore de maintenir entre villes et campagnes. Ce clivage n'a plus de sens dans un pays aussi largement urbanisé que l'est la Suisse. Cela vaut également pour le canton de Berne.
- Il faut redonner un sens à la notion d'autonomie communale en permettant aux communes de se concentrer sur ce qu'elles maîtrisent et les décharger de tâches pour lesquelles elles ne sont que des instances exécutoires, sans compétences décisionnelles
- Il faut renforcer les conceptions régionales de l'aménagement du territoire. Il est absurde que des communes voisines soient concurrentes en matière d'implantation industrielle, artisanale ou commerciale. Cela implique que soit repensée l'imposition des personnes morales au plan communal.

§ Transports et environnement

- Je suis un partisan résolu des transports publics et souhaite l'élargissement du système RER garantissant des relations à la demi-heure dans le domaine des chemins de fer. Il est également essentiel de veiller à ce que les investissements nécessaires soient faits pour maintenir et développer le réseau, ainsi que pour améliorer le confort des gares et arrêts.
- Le canton doit user de tout son poids pour favoriser le transfert du trafic marchandise vers le rail.
- Il doit également réfléchir aux moyens qui permettraient de réduire les déplacements.
- Je rêve d'un canton de Berne qui, dans vingt ans, se déplacera sans émissions de CO2 et consommera une énergie renouvelable qui aura été produite ici. Je suis convaincu que cela est possible.

§ Droits politiques

- Le droit de vote des étrangers demeure un objectif important pour moi.
- La transparence en matière de financement des partis politiques en est un autre.

Nicola von Greyerz

Mobile : +41 78 684 17 13
nicola.vongreyerz@gmail.com

Date de naissance : 5 juin 1973
Lieu d'origine : Bern/BG
Etat civil : célibataire



Expériences professionnelles

- depuis avril 2010 Collaboratrice scientifique RP et événements auprès du secrétariat général de l'Université de Berne, 60-80 % (notamment cheffe du projet « La nuit de la recherche » 2011, 201, 2017)
- janvier 2008 – mars 2010 Cheffe de projet des célébrations des 175 ans de l'Université de Berne (activités entre mars et décembre 2009)
- août 2005 – juillet 2007 Cheffe du marketing du théâtre de la ville de Berne (théâtre, intendant Eike Gramss)
- août 2004 – juillet 2005 Cheffe de la presse et de l'information du théâtre de Graz
- octobre 2001 – août 2003 Consultante juniore auprès de pr access ag, Berne

Depuis la fin de mes études, nombreux mandats dans le domaine de la communication, la gestion de projets et la gestion culturelle (notamment Biennale de Berne, GAIA Festival de musique de chambre Thoune, Haute Ecole des Arts de Berne, Office fédéral de la culture, etc.)

Formation

- octobre 2003 – juin 2004 Master en Arts and Media Management à l'International Centre for Culture and Management, ICCM, Salzbourg.
- 1993 – 2001 Etudes de philologie allemande, histoire et arts de la scène à l'Université de Berne, obtention d'une licence (sujet : Der Körper des Schauspielers in Goethes „Regeln für Schauspieler“ – Le corps de l'acteur dans les « Règles à l'usage des acteurs » de Goethe)
- 1979 – 1993 Ecole primaire et gymnase à Berne (maturité latin-anglais)

Fonctions politiques et autres engagements

- depuis juin 2015 Présidente de l'Association bernoise des écoles de musique (ABEM)
- depuis juin 2014 Députée au Grand Conseil (groupe PS/JS, membre de la commission de la formation)
- depuis mai 2014 Présidente du PS région Berne-Mittelland
- depuis 2011 Présidente de l'Association Dampfzentrale Berne (lieu dédié à la danse, la performance et la musique)
- janvier 2008 – juillet 2014 Membre du conseil communal de la ville de Berne (législatif, groupe PS/JS), en 2013 présidente de la commission de surveillance

Membre du comité du Burgerliches Jugend Wohnheim (BJW), du comité procap Berne, du comité Swiss Jazz School

Lettre de motivation

Par la présente, je me porte candidate aux élections du Conseil-exécutif 2018.

Du fait de l'étendue de son territoire, de sa diversité sociale et de la pluralité de ses économies régionales, le canton de Berne aura à affronter des défis de taille ces prochaines années.

Les défis globaux tels que la numérisation, la migration, l'urbanisation, le vieillissement de la population, etc. ne s'arrêtent pas à nos frontières cantonales.

- Nous devons faire en sorte que tous les enfants et les jeunes du canton, quels que soient l'école qu'ils fréquentent et leur objectif professionnel, ainsi que les adultes qui se perfectionnent, soient bien préparés aux changements du monde du travail dus à la numérisation. Pour ce faire, il faut une large offensive numérique dans la formation (et la recherche) aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire.
- Arriver et rester : nombreux sont les réfugiés arrivés en Suisse qui y resteront, nous devons nous y préparer. Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Il faut que nous intégrions ces gens. Ils doivent pouvoir s'épanouir et contribuer à notre société.
- Procéder au profilage de centres régionaux permet de les renforcer et favorise la stabilité économique au sein des régions, ce qui est bénéfique à tout le canton. Chaque région a besoin de son profil économique. Toutes les régions ne doivent pas tout faire.
- Les structures territoriales très fragmentées empêchent la croissance, j'en ai la conviction. Mais cela ne veut pas dire que les grandes structures sont toujours meilleures. Nous devons commencer à penser autrement. Oublions les structures communales et pensons espaces fonctionnels pouvant être considérés comme judicieux et efficaces par les citoyens.
- La solidité d'une chaîne dépend de son maillon le plus faible. Nous devons combattre les causes de la pauvreté, et non exclure encore plus les personnes socialement défavorisées en les laissant en marge de la société.

J'aimerais mettre à profit ma passion et mon dynamisme pour traiter ces questions en tant que conseillère d'Etat et contribuer à trouver des solutions pour le canton de Berne, sans forcément arriver blindée d'opinions et de positions préconçues, parce que je suis convaincue que ce n'est qu'en gardant l'esprit ouvert et en adoptant une perspective plus large que l'on peut trouver des réponses adéquates aux problèmes, sans pour autant renier notre credo socialiste qui veut que ce ne soit pas les intérêts particuliers qui priment, mais le bien commun. Il faut que nous parvenions à sortir de notre approche étriquée pour adopter un point de vue ouvert. Il faut que nous parvenions à développer une vision commune pour ce canton, une vision dans laquelle chacun se retrouve et réalise que les autres sont indispensables.

En tant qu'être humain et politicienne, j'ai un grand nombre d'atouts importants à faire valoir dans l'exercice de la fonction de conseillère d'Etat : je dispose d'un bon réseau, j'aime aller au contact de gens de toute couleur politique et avoir avec eux un dialogue cordial et constructif. Mon sens marqué de la communication et mon ouverture sont mes plus grandes forces, alliées à ma détermination et au plaisir que j'éprouve à décider, à empoigner un problème et à le résoudre.

Ursula Zybach



Date de naissance	29 août 1967
Domicile	Spiez
1987 - 1993	Formation en sciences alimentaires à l'EPF de Zurich avec obtention du diplôme d'ingénieur en technologie alimentaire EPF
1983 - 1987	Gymnase à Interlaken, maturité scientifique

Expériences professionnelles

2014 - 2015	Santé publique Suisse, Berne, présidente exécutive (50 %)
2013 -	Directrice de Denk-Art 13 GmbH (0 - 10 %)
2002 - 2013 (100 %)	Ligue suisse contre le cancer, Berne, notamment membre de la direction
2000 - 2002	Caisse maladie CONCORDIA, siège à Lucerne (90 %)
1993 - 2000	Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Bâle (100 %)

Carrière / fonctions politiques

depuis 2014	Députée au Grand Conseil du canton de Berne (env. 30 %) 2017 / 2018 Présidente du Grand Conseil 2014 - 2017 Membre de la commission de gestion
depuis 2012	Conseillère communale de Spiez (responsable des Finances) (env. 20 %)
2010 - 2017	Vice-présidente du PS du canton de Berne
2005 - 2011	Membre du conseil général de Spiez (législatif) 2009 Présidente du parlement communal de Spiez 2008 - 2011 Cheffe de groupe parlementaire 2005/2006 Membre de la commission de gestion
1988	Membre du PS Suisse (active dans les sections d'Effretikon, de Bâle-Ville (membre de comité directeur), de Thalwil et de Spiez (membre du comité de section))

Autres activités

depuis 2017	Membre du conseil de fondation d'IdéeSport
depuis 2016	Membre de la Commission fédérale pour la prévention du tabagisme
depuis 2009	Présidente de Santé publique Suisse
depuis 2007	Présidente de Promotion allaitement maternel Suisse
1998 - 2011	Chargée de cours Promotion de la santé et prévention Ecole-club Migros, formation de coach « bien-être et vitalité »

Sélection d'interventions soumises au Grand Conseil

2016.RRGR.1011	Etude de faisabilité du lancement d'un programme de dépistage du cancer colorectal , motion 221-2016
2016.RRGR.53	Allocation de motivation: édicter une base légale , motion 010-2016
2016.RRGR.49	Modernisation et développement des maisons de naissance , motion 007-2016
2015.RRGR.1127	Suicide assisté: simplifier la procédure de constatation du décès , motion 294-2015
2015.RRGR.876	Hébergement des réfugiés dans les communes du canton de Berne: nouvelles options , motion 222-2015
2014.RRGR.1176	Mise en place du dossier électronique du patient dans le canton de Berne , motion 254-2014

Loisirs

Carving, natation, lecture et culture des roses

Lettre de motivation

An einem 8. März – dem Internationalen Frauentag – bin ich Mitglied der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz geworden: Das war 1988, also vor 29 Jahren. Ich war damals Studentin der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich und setzte mich in den ersten Jahren in der Sektion Effretikon für die Sozialdemokratische Partei ein. In dieser Gemeinde in der Nähe von Winterthur lernte ich bemerkenswerte Frauen kennen, mit denen ich den „Frauenstreiktag“ organisieren und erleben durfte. Dies sind unvergessliche Erinnerungen!

Nach meinem Studium an der ETH Zürich arbeitete ich mehrere Jahre am Institut für Sozial- und Präventivmedizin in Basel. Dort schloss ich mich der Basler Sektion der SP an. Ich war Mitglied des Vorstands des Quartiervereins Spalen und der Geschäftsleitung der SP Basel-Stadt. Überdies hatte ich das Glück, Helmut Hubacher, Reto Gisin, Gian-Reto Plattner und Ruedi Rechsteiner kennenzulernen und mit ihnen zusammenzuarbeiten. Der Austausch mit diesen legendären Persönlichkeiten der SP Schweiz war eine sehr bereichernde Erfahrung und ein ausserordentliches Privileg für mich.

Après avoir vécu trois ans à Thalwil et m'être engagée comme réviseuse de la section locale du PS, je suis retournée à Spiez en 2004. J'ai été membre du conseil général de Spiez pendant sept ans, et en suis devenue la présidente en 2009. Cela fait maintenant cinq ans que je suis conseillère communale de Spiez. Je dirige le dicastère Finances et immeubles. La situation financière de Spiez est tendue et nécessite des trésors d'ingéniosité pour trouver les bonnes solutions. Lors des élections générales de 2016, je me suis portée candidate à la présidence de la commune. J'ai été réélue à l'exécutif avec un très bon résultat, mais j'ai perdu les élections au scrutin majoritaire à la présidence de la commune derrière la candidate UDC.

Depuis juin 2014, je suis députée au Grand Conseil du canton de Berne, organe que je préside depuis juin 2017. C'est pour moi un grand honneur d'assumer cette charge qui consiste à diriger les séances et assumer différentes tâches de représentation. Au cours de mon année de présidence, je vais mettre en avant plusieurs aspects, notamment le bénévolat.

A côté de mon activité politique, j'ai surtout travaillé dans le domaine de la santé publique ; les différents postes que j'ai occupés sont mentionnés dans mon curriculum vitae. Mes racines sont fortement implantées à Spiez et dans le canton de Berne. Mais mes études à Zurich et mes emplois à Bâle, Lucerne et Berne ont plutôt fait de moi une citadine. En ma qualité de présidente de Santé publique Suisse, je dispose d'un bon réseau dans le domaine de la santé au niveau cantonal et national, et j'ai pu célébrer une belle victoire nationale lors de la votation de la loi sur les épidémies en 2013. J'ai connu différents employeurs (canton de Bâle-Ville, grande caisse maladie et grosse ONG avec la Ligue suisse contre le cancer), et notamment mes longues années de fonction à la direction de la Ligue suisse contre le cancer et au sein de l'exécutif de Spiez m'ont permis d'acquérir une expérience de dirigeante et de démontrer ma grande résistance. Je suis très heureuse que Santé publique Suisse et Promotion allaitement maternel Suisse, deux organisations que je préside depuis longtemps, disposent aujourd'hui de stratégies audacieuses et modernes et de structures flexibles, qu'elles aient réussi à surmonter leurs difficultés financières et qu'elles soient dirigées par d'excellentes directrices.

Heureusement mariée depuis de nombreuses années avec Andreas Pfirter, sans enfant, je suis flexible, et en ma qualité d'ingénieur EPF, je suis habituée à travailler de manière systématique et structurée et à gérer un gros volume de travail.

Mes convictions et objectifs politiques

- Pour l'égalité des chances
- Pour la sécurité sociale
- Pour un système de santé performant
- Pour les transports publics
- Pour des logements et une vie attractifs dans le canton de Berne

Nous avons besoin de personnes qui sachent jeter des ponts en développant en équipe, avec compétence, lucidité et détermination des solutions sans étiquette politique. Pour tous, sans privilèges.

Mes interventions au Grand Conseil

- Etude de faisabilité du lancement d'un programme de dépistage du cancer colorectal (déposée)
- **Propagation de maladies sexuellement transmissibles : les établissements spécialisés dans l'industrie du sexe doivent eux aussi avoir leur label de qualité** (comotionnaire, déposée)
- Allocation de motivation: édicter une base légale (comotionnaire, adoption sous forme de postulat)
- Modernisation et développement des maisons de naissance (comotionnaire, **adoption et rejet partiels**)
- **Chirurgie cardiaque dans le canton de Berne (interpellation)**
- Suicide assisté : simplifier la procédure de constatation du décès (adoption sous forme de motion)
- Hébergement des réfugiés dans les communes du canton de Berne : nouvelles options (comotionnaire, adoption sous forme de postulat)
- Accueil des réfugiés : mise en place d'un système d'incitation pour les communes (comotionnaire, adoption sous forme de postulat)
- **Protection des animaux et sécurité des denrées alimentaires : améliorer la participation et la coordination (comotionnaire, adoption et rejet partiels)**
- Pour la coordination des soins médicaux dans le canton de Berne – élaboration d'une stratégie cantonale de cybersanté (adoption sous forme de postulat)
- **Mise en place du dossier électronique du patient dans le canton de Berne** (adoption sous forme de postulat)